

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Assemblée nationale : audition d'une délégation du Commonwealth

J.K.M
Libreville/Gabon

La représentation nationale est plus que soucieuse de mieux cerner les enjeux de l'adhésion du Gabon au Commonwealth. Pour preuve, la Commission des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de la Défense nationale et de l'Intégration régionale de l'Assemblée nationale, présidée par le député du 1er arrondissement de la commune de Koula-Moutou (Ogooué-Lolo), Blaise Louembe, a auditionné, hier, une délégation du Commonwealth conduite par le conseiller et chef de département Appui

électoral, Andrews Linford. Ce, en présence, entre autres, du ministre des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet Boubeya. De fait, en droite ligne de l'entretien que le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, avait eu en mai dernier, à Londres, avec la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland QC, les députés se sont attelés à cerner le processus actuel d'adhésion de notre pays à cette organisation intergouvernementale regroupant cinquante-quatre (54) États. En tentant d'appréhender, à travers plusieurs interrogations, les avantages qui en découleraient. Ce, d'autant plus que, a souligné Blaise Louembe,

"le Gabon s'est inscrit dans un processus de diversification de ses partenaires économiques". Répondant aux préoccupations des élus du peuple, Andrews Linford a laissé entendre être à la tête d'une mission d'évaluation de l'environnement politico-institutionnel du Gabon. À noter qu'avant d'être auditionnés, les membres de la délégation du Commonwealth se sont entretenus avec le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi. D'autres rencontres sont prévues avec plusieurs autorités gabonaises. Ce vendredi, ils devraient s'entretenir avec les représentants de la presse nationale et internationale.



Photo: Sylvain Maganga

Phase de l'audition des membres du Commonwealth.

Présidentielles 2023 : Mike Jocktane annonce officiellement sa candidature aux Port-Gentillais

Christelle NTSAME
Port-Gentil/Gabon

Devant les ministres de Cultes, les représentants de la diaspora et de la population qui a effectué le déplacement, le leader du ministère international "Christ Révélé aux Nations CRN" a officiellement annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de 2023. "Oui, je serai candidat à l'élection présidentielle de 2023", a-t-il déclaré, s'en pressant d'ajouter : "Je le serai avec vous, avec Dieu, à la soumission du verdict populaire et souverain du peuple gabonais". Le projet de société de l'homme qui se présente sous la bannière du parti politique, "le Gabon Nouveau" dont il en est "le président leader" repose sur cinq piliers. Le premier, la revendication de (notre) identité et de (notre) culture bantou. Pour Mike Jocktane, "il ne sera plus question d'accepter constamment de se voir imposer les évolutions et les mœurs que d'autres cultures et d'autres peuples choisissent pour eux-mêmes". La restauration de la souveraineté culturelle, c'est le deuxième pilier. En effet, a-t-il expliqué, "défendre et



Photo: DR

Mike Jocktane lors de son meeting.

conserver notre souveraineté culturelle consiste à affirmer qu'aucun acteur international, aucune puissance, aucune multinationale, aucun autre pays ou continent ne pourront plus imposer leurs visions discordantes dans notre pays". Dans cette optique, il a indiqué, abordant le troisième pilier qui repose sur "la famille", qu'au cœur de la souveraineté culturelle et politique à reconstruire, il y a la famille. En ce qui concerne le quatrième pilier, Mike Jocktane entend révolutionner la culture politique et démocratique du Gabon. Dans le cinquième pilier, le futur candidat aux présidentielles cite la "morale". Pour lui, sans l'observation de la morale au Gabon, il ne peut y avoir d'avenir décent, ni de justice pour tous.

Communiqué final du Conseil des ministres (précisions)

MINISTÈRE DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE ET DU TRÉSOR

DIRECTION GÉNÉRALE

INSPECTEUR VÉRIFICATEUR : MME BLANDINE RITA MBOUMBA ÉP. LEBONDO-LE-MALI, INSPECTEUR CENTRAL DU TRÉSOR

SERVICES CENTRAUX

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

SERVICE RECRUTEMENT ET GESTION DES CARRIÈRES
CHEF DE SERVICE : MME LEATITIA NADIA MINDJOUNDI, PROFESSEUR DE COMMUNICATION SOCIALE

DIRECTION DES RÉGLEMENTS

DIRECTEUR ADJOINT : M. SÉVÉRIN MOULOUNGUI MIHINDOU, INSPECTEUR CENTRAL DU TRÉSOR.

DIRECTION DES ÉTUDES ET DE LA RÉGLEMENTATION

DIRECTEUR ADJOINT : M. FABRICE OVOLO,

INSPECTEUR CENTRAL DU TRÉSOR.

SERVICES DECONCENTRÉS SERVICES TERRITORIAUX

TRESORERIE DE LA DETTE PUBLIQUE

FONDÉ DE POUVOIRS : DORLAND BONANGO NDZIAMBISA,
INSPECTEUR CENTRAL DU TRÉSOR.

DIRECTION DE LA CENTRALISATION ET DE LA PRODUCTION COMPTABLE

Service Postes Comptables Extérieurs

CHEF DE SERVICE : M. EMMANUEL ETOUA,
INSPECTEUR CENTRAL DU TRÉSOR.

AGENCES COMPTABLES

AGENCE COMPTABLE DE LA CAISSE DES PENSIONS

ET DES PRESTATIONS FAMILIALES DES AGENTS DE L'ÉTAT

AGENT COMPTABLE : M. ROLAND TSOUGHAT,
INSPECTEUR CENTRAL DU TRÉSOR.

AGENCE COMPTABLE DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE MÈRE- ENFANT JEANNE EBORI

AGENT COMPTABLE : M. MARCEL INGANGA, AGENCE COMPTABLE DES HOPITAUX

PUBLICS PORT-GENTIL

AGENT COMPTABLE : M. HERVÉ ONGALI, INSPECTEUR

CENTRAL DU TRÉSOR.

AGENCE COMPTABLE DU SENAT

CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ ET RÉGLEMENTS : M. RYDEL LEYISSIKA, INSPECTEUR CENTRAL DU TRÉSOR.

AGENCE COMPTABLE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

NATIONALE

CHEF DE SERVICE COMPTE DE GESTION : M. PLACIDE LASSÉNY MBOUROU

AGENCE COMPTABLE TELEDIFFUSION Agent Comptable

: M. MANDI BEKOUYANGA, INSPECTEUR CENTRAL DU TRÉSOR.

AGENCE COMPTABLE DE L'OFFICE NATIONAL DE LA SÛRETÉ ET DE LA FACILITATION DES AÉROPORTS DU GABON

FONDÉ DE POUVOIRS : M. SERGE EKORO,

INSPECTEUR CENTRAL DU TRÉSOR.

AGENCE COMPTABLE DE LA CAISSE DE STABILISATION ET DE PÉREQUATION

CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ ET RÉGLEMENTS : M. FÉLICITÉ LOUSSOU MAGNASSA, INSPECTEUR CENTRAL DU TRÉSOR.